

L'ARGENTINE POST-DICTATORIALE : MÉMOIRE, HISTOIRE ET LE DÉFI/ DEVOIR DE COMPRENDRE CE QUI S'EST PASSÉ

Silvina Jensen (*Bahía Blanca, Argentine*)

Guillermo Mira, *Université de Salamanque (Espagne)*

Traduction de Antoine Fraile,

- 3L.AM-EA4335

Le thème de la mémoire des victimes et du respect des droits fondamentaux de l'individu face aux violations de l'État, marque notre époque. Une brève réflexion pour introduire ce travail consisterait à dire que ce qui avait commencé comme la transmission à leurs descendants de l'expérience des survivants de la Shoah, est devenu la poutre maîtresse de « l'Histoire récente » (Histoire vécue, histoire du présent). Le témoin, le témoignage, l'expérience, la subjectivité, l'identité des victimes ont pris une telle importance et une telle autonomie qu'ils finissent par déplacer l'histoire classique. La tension entre la mémoire et l'histoire se fait plus vive quand le témoignage ne provient plus exclusivement des victimes d'événements traumatisants mais d'une constellation d'acteurs et de circonstances beaucoup plus large. Mais le défi n'en perd pas pour autant son sens original : de cette brèche ouverte qui sépare l'expérience des victimes du discours public du pouvoir – tant dans l'Allemagne nazie que lors de la Guerre d'Algérie ou sous les dictatures du Cône Sud, émergent peu à peu des mémoires qui par nécessité doivent alimenter le courant de l'histoire. Finalement, la mémoire (comme l'histoire récente en général) est chargée de politique et cela la convertit potentiellement en une ressource très appréciée dans l'espace public¹.

Cet article est centré sur ce qui s'est passé en Argentine dans les dernières décennies avec les mémoires sur la dictature militaire (1976-1983), c'est à dire comment à partir du souvenir de

¹ Les sujets que nous venons de signaler ont été fondamentaux pour l'historiographie au long des deux ou trois dernières décennies. Comme il se doit, la bibliographie est très abondante. Nous signalons ci-dessous quelques textes qui nous ont fourni des clés pour aborder le sujet et traiter le cas de l'Argentine.:

AGUILAR FERNÁNDEZ, P. *Políticas de la memoria y memorias de la política*. Madrid, 2008, Alianza.

ALONSO, L. y A. FALCHINI (eds.), *Memoria e Historia del pasado reciente. Problemas didácticos y disciplinares*. Santa Fe, Universidad del Litoral, 2009.

ALLIER MONTAÑO, E. *Batallas por la memoria. Los usos políticos del pasado reciente en Uruguay*. Montevideo, 2010, Trilce. ARÓSTEGUI, J. *La Historia vivida. Sobre la historia del presente*. Madrid, 2004, Alianza.

BOHOSLAVSKY, E., M. FRANCO, M. IGLESIAS, D. LVOVICH (comps.) *Problemas de historia reciente del Cono Sur*. Buenos Aires, 2010, Prometeo- Univ. Nacional Gral. Sarmiento.

CARNOVALE, V., F. LORENZ y R. PITTALUGA (comps.), *Historia, Memoria y Fuentes Orales*. Buenos Aires, 2006, Memoria Abierta-CeDInCI.

CUESTA, J. *La Odisea de la Memoria. Historia de la memoria en España Siglo XX*. Madrid, 2008, Alianza.

FRANCO, M. y F. LEVÍN (comps.), *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*.

Buenos Aires, 2007, Paidós. GUELERMAN, S. (comp.), *Memorias en presente. Identidad y transmisión en la Argentina posgenocidio*. Buenos Aires, 2001, Norma. GODOY, C. (comp.), *Historiografía y memoria colectiva. Tiempos y territorios*. Buenos Aires, 2002, Miño y Dávila.

JELIN, E. *Los trabajos de la memoria*. Madrid, 2002, Siglo XXI.

JELIN, E. (comp.),

- . Madrid, 2002, Siglo XXI.

OBERTI, A. y R. PITTALUGA *Memorias en montaje. Escrituras de la militancia y pensamientos sobre la historia*. Buenos Aires, 2005, El Cielo por Asalto ; *Políticas de la Memoria*, nº 5 (CeDInCI, été 2004/2005).

SÁNCHEZ LEÓN, P. y J. IZQUIERDO MARTÍN (eds.), *El fin de los historiadores*. Madrid, 2008, Siglo XXI.

SARLO, Beatriz *Tiempo pasado. Cultura de la memoria y giro subjetivo. Una discusión*. Buenos Aires, 2005, Siglo XXI.

STABILI, M.R. (coord.), *Entre historias y memorias. Los desafíos metodológicos del legado reciente de América Latina*. Madrid-Frankfurt am Main, 2007, Iberoamericana-Vervuert.

ZUBIETA, Ana María *de memoria. Tramas literarias y políticas: el pasado en cuestión*. Buenos Aires, 2008, EUDEBA.

cette période, le passé s'est vu attribuer plusieurs sens qui alimentent aujourd'hui les batailles politiques du présent.

Paradoxe dans l'Argentine post-dictatoriale

Dans l'Argentine actuelle il existe un consensus très large de rejet de la dictature militaire (1976-1983). Cependant notre attention est attirée par le fait que ce sentiment majoritaire de condamnation coexiste avec d'importantes luttes pour la mémoire. Contrairement à d'autres pays qui ont vécu des processus similaires (par exemple, le Chili d'après Pinochet), en Argentine les luttes pour la mémoire n'ont pas eu lieu entre partisans et détracteurs de la dictature, mais au sein même du propre camp anti-dictatorial².

Dans cet article nous nous demandons pourquoi cela s'est-il passé et quelles ont été les conséquences pour la dynamique politique du pays et la construction de la démocratie. Pour résumer ce que nous avons dit jusqu'ici : premièrement, il y a un grand rejet de la dictature. Deuxièmement les débats ont lieu parmi les opposants à la dictature. Troisièmement, il s'agit d'une confrontation pour s'approprier le sens du passé et l'utiliser comme un recours symbolique dans le débat politique actuel dans une perspective d'avenir.

Avant de poursuivre, précisons que nous utiliserons les concepts de « mémoire » et de « lutte pour la mémoire » appliqués à l'Histoire récente de l'Argentine tels que définis par Elisabeth Jelin et Carlos Iván Degregori :

- 1- Comprendre les mémoires comme des processus subjectifs, enracinés dans des expériences et des marques symboliques et matérielles.
- 2- Reconnaître les mémoires comme un objet de disputes et de batailles, ce qui amène à prêter attention au rôle actif et producteur de sens des participants à ces luttes, dans un cadre de relations de pouvoir.
- 3- La nécessité « d'historiciser » les mémoires, c'est-à-dire de reconnaître qu'il existe des changements historiques dans le sens du passé, de même que dans le lieu assigné aux mémoires dans différentes sociétés, climats culturels, espaces de luttes politiques et idéologiques »³.

Partant de cette conceptualisation nous chercherons à définir un cadre analytique pour interpréter ces « mémoires en conflit » dans l'Argentine post-dictatoriale, source de luttes si intenses pour la mémoire⁴.

Notre hypothèse est que la signification de ces mémoires ne répond pas exclusivement à des expériences ou à des situations vécues issues de la dictature, mais qu'elles renvoient à des cadres plus amples, comprenant des univers d'idées, d'idéologies et de mentalités. Ces cadres de référence seraient préexistants à la dictature elle-même.

En définitive, nous proposons la thèse suivante : s'il est évident que les mémoires post-dictatoriales reflètent les profondes mutations que l'Argentine a subies à partir de la dictature (1976-1983) et les conséquences de celle-ci (par exemple comment les droits de l'homme ont pris une place centrale et acquis une visibilité, ou bien la simple question de la démocratie), il n'en demeure pas moins que pratiquement aucune des mémoires surgies pendant l'après dictature (avec les nuances que nous allons y apporter) n'est parvenue à dépasser ou à

² Il suffit de confronter des textes comme *Recuerdo de la muerte* (de Miguel Bonasso) ou *La Voluntad* (de Eduardo Anguita y Martín Caparrós) ou d'autres comme *Pasado y presente o Sobre la violencia revolucionaria* (de Hugo Vezzetti pour le vérifier ; mais les différences sont substantielles même au sein de ce que l'on a appelé le « militantisme révolutionnaire », par exemple, si nous opposons les documentaires *Montoneros. Una historia*, de Andrés Di Tella, d'une part et *Cazadores de utopías*, de David Blaustein, d'autre part.

³ DEGREGORI, Carlos I. *Jamás tan cerca arremetió lo lejos. Memoria y violencia política en el Perú*. Lima: IEP-Social Science Research Council, 2003, p. 21.

⁴ Cf l'article de Graciela Villanueva, dans ce même numéro de Quaina. L'auteure argumente de façon exhaustive et avec conviction, au sujet des usages et des sens du concept de « cadre ».

déplacer les grands « cadres » interprétatifs sur l'histoire du pays, précédant le Coup d'État de 1976. Nous pourrions même suggérer que pendant ces dernières années ces cadres se sont vus renforcés (avec l'intensification des « luttes pour la mémoire » qui a suivi, et un surprenant retour vers le passé).

Pour argumenter ce qui vient d'être dit, nous passerons tout d'abord en revue la façon dont les Argentins ont évoqué et continuent d'évoquer la dictature (1976-1983) : comment se sont forgées au fil du temps une série de mémoires et comment celles-ci entrent en conflit. Nous mettrons l'accent sur des conjonctures, des événements, des productions culturelles, des anniversaires, des monuments, etc., qui ont donné de la consistance à ces mémoires et à leurs représentations.

Une proposition sur quatre mémoires en débat.

Il y a quelques années un des auteurs de cet article avait identifié l'apparition de quatre grands types de discours sur le passé dictatorial (depuis le coup d'État de 1976 jusqu'à aujourd'hui) :

- 1- Celui qui a été élaboré par les propres militaires du Proceso⁵.
- 2- Celui qui a été développé par les organismes des Droits de l'Homme.
- 3- Celui qui a été inspiré par la démocratie retrouvée à partir de 1983.
- 4- Celui élaboré par les « militants politiques » des années 70.

Comme le sujet est très dynamique, nous ajouterons à cette conceptualisation deux mémoires « excentrées », qui ont acquis ces derniers temps une certaine importance :

- 5- La mémoire de l'exil (des exilés de la dictature).
- 6- La mémoire de la guerre des Malouines (il faut insister tout particulièrement sur cette dernière, après la célébration du XXVe anniversaire en 2007, qui s'est accrue lorsqu'on a célébré les trente ans en 2012). Tous ces récits ont été renforcés et accompagnés par des images, des représentations, des symboles ; ils ont pris corps dans des objets culturels ou artistiques, des monuments, des lieux...

Examinons maintenant ces aspects plus en détail.

La mémoire des Forces Armées correspond à la narration de la lutte contre la « subversion », la défense de la patrie contre l'ennemi international (qui s'est infiltré à l'intérieur), la préservation des valeurs occidentales et chrétiennes, le rétablissement des conditions propices à la restauration de la République (un discours salvateur, d'ordre, contre le marxisme et les idéologies étrangères au « Ser nacional »^{6,7}).

Il n'y a pratiquement pas d'images du Coup d'État de 1976. Beaucoup de matériel de l'époque a été détruit. La lutte contre la « subversion » est un « grand récit » : le récit d'une guerre des ténèbres (inspirée du décret nazi « Nuit et Brouillard »), où les Forces Armées épargnent à la société la connaissance de faits horribles. Il y a une certaine difficulté à décrire et à « montrer » ce qu'a été la dictature. Car la dictature a joué avec la clandestinité, la peur, la censure et l'autocensure (l'obscurité de la nuit, l'opacité, l'ambiguïté). Pendant de longues années, son discours est parvenu à être imperméable aux critiques venues de l'extérieur

⁵ El Proceso, nom que s'était donné la dictature. (Ndlr)

⁶ « Ser nacional » terme employé dans le discours officiel qui pourrait être traduit par « identité nationale ».

(Ndlr)

⁷ Maristany, J.J. *Narraciones peligrosas. Resistencia y adhesión en las novelas del Proceso*. Buenos Aires, 1999, Biblos, ch. 1, p. 23-54.

On trouve également de solides reconstructions de l'action et du discours des Forces Armées pendant la dictature Dans : NOVARO, M. y V. PALERMO *Historia Argentina 9. La dictadura militar 1976/1983. Del Golpe de Estado a la restauración democrática*. Buenos Aires, 2003, Paidós ; SEOANE, M. y V. MULEIRO *La historia secreta y pública de Jorge Rafael Videla*. Buenos Aires, 2001, Sudamericana ; VERBITSKY, H. *Doble juego. La Argentina Católica y Militar*

(jusqu'en 1982) : la neutralisation de la « Campagne anti argentine » et la visite de la CIDDH, en sont de bons exemples⁸.

Le discours des militaires s'est fissuré à partir de la défaite dans la Guerre des Malouines, mais le régime militaire ne s'est pas effondré⁹. La défaite des Malouines a ouvert un espace par où commença à se faufiler le discours sur les droits de l'homme, motivé par les familles qui cherchaient à savoir où se trouvaient les disparus. Cette mémoire allait se cristalliser avec les Mères de la Place de Mai avec leurs foulards sur la tête, tournant autour de la Place et dénonçant « On nous les a pris en vie. Nous les voulons en vie » ; « les disparus, qu'ils nous disent où ils sont ». Et plus tard : « Jugement et châtement pour les coupables »¹⁰.

Vers 1983 avec le début du processus électoral a commencé la gestation d'un discours sur le passé dictatorial à la lumière d'une démocratie qui s'approchait. Malgré l'intensité de la campagne, le prosélytisme des partis politiques a cantonné le thème des Droits de l'Homme sur un plan très secondaire. Et cependant une cascade d'événements venait matérialiser les dénonciations des Mères de la Place de Mai et des organisations des droits de l'homme, qui n'avaient pas eu jusqu'à ce moment aucun appui réel. De son côté, le gouvernement militaire continuait à nier qu'il y ait eu des personnes séquestrées ou arrêtées, tandis que les Mères étaient, par dénigrement, appelées « les Folles de la Place de Mai ». Tout d'un coup, l'apparition des fosses NN dans le cimetière de Grand Bourg, en septembre 1982 (400 tombes), a commencé à donner de la consistance et de la crédibilité à la dénonciation des Organismes.

Le triomphe de Raúl Alfonsín (octobre 1983) a vu apparaître un discours sur la démocratie récupérée : un discours de refondation institutionnelle autour de la construction de l'État de Droit, qui avait été très présente pendant la campagne électorale des Radicaux, et qui a partir de la prise de fonction du nouveau gouvernement (10 décembre 1983) se chargea de contenu en abordant les dénonciations de violation systématique des Droits de l'Homme et en évoquant clairement le sujet des disparus. L'exécutif créa la CONADEP (Commission Nationale sur la disparition des personnes). Cette dernière rédigea son Rapport final : *Nunca más*¹¹, dont le prologue encadre et interprète les données contenues dans le texte. Ce prologue fut rédigé par le Président de la Commission, Ernesto Sabato. Il énonce la « théorie des deux démons » : face à la menace de la guérilla de l'ultra-gauche, l'État réagit de façon disproportionnée, et par le biais des Forces Armées, impose le « Terrorisme d'État » face à une société abasourdie, paralysée et sans défense (spectatrice)¹².

Le rapport de la CONADEP fournit tous les documents à charge sur lesquels s'appuiera le Procès des Commandants (1985), qui va juger et condamner les trois Juntas militaires (mais pas tous les chefs, par manque de preuves)¹³. *cielle* (film de Luís Puenzo,

⁸ JENSEN, S. *Los exiliados. La lucha por los derechos humanos durante la dictadura*. 2010, Buenos Aires, Sudamericana, ch. 4, pp. 73-173.

⁹ BURNS MARAÑÓN, J. *La tierra que perdió sus héroes. La guerra de Malvinas y la transición democrática en Argentina*. 1992, Buenos Aires, FCE ; GRAHAM-YOOLL, A. "Malvinas 1982: chronique personnelle", en *Pequeñas guerras británicas en América Latina*. 1998, Buenos Aires, Ed. Belgrano, pp. 265-342 ; YOFRE, J.B. *1982. Los documentos secretos de la guerra de Malvinas/Falklands y el derrumbe del Proceso*. 2011, Buenos Aires, Sudamericana.

¹⁰ GORINI, U. *La otra lucha. Historia de las Madres de Plaza de Mayo*. 2008, Buenos Aires, Norma, 4 tomes ; D'ALOISIO, F. y B. NAPOLI (2006), ; FERNÁNDEZ MEIJIDE, G. *La Historia íntima de los derechos humanos en la Argentina (a Pablo)*. 2009, Buenos Aires, Sudamericana ; DEL CARRIL, M. *La vida de Emilio Mignone. Justicia, catolicismo y derechos humanos*. 2011, Buenos Aires, EMECÉ.

¹¹ *Nunca más* : « Plus jamais ça » (Ndlr).

¹² RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE SUR LA DISPARITION DES PERSONNES (1984), *Nunca Más*. Buenos Aires, EUDEBA.

¹³ Il existe d'excellents travaux sur la configuration d'une mémoire démocratique qui cherche à rétablir l'état de droit grâce à un procès historique – contrôlé et conditionné - contre les plus hauts responsables de la répression illégale. A titre d'exemple:

Oscar du Meilleur Film étranger en 1985), est le film qui va porter massivement la « théorie des deux démons ». Pour compléter cela, *La noche de los lápices*¹⁴ (Hector Olivera, 1986) montrait l'innocence et la pureté des victimes d'une dictature atroce. En même temps, *Nunca Más* battait des records de ventes.

Après le Procès des Commandants (1985) qui a été le grand « événement juridique » de la première phase démocratique, sont arrivées les Lois de Punto Final¹⁵ et d'Obediencia Debida¹⁶. Cette dernière, en particulier, fut une tentative tardive et peu satisfaisante du gouvernement d'Alfonsín pour négocier avec les militaires (l'émeute de la Semaine Sainte avait aussi un rapport avec la Guerre des Malouines et les procès qui allaient débiter le lundi suivant Pâques). Le résultat des négociations aboutit au discrédit absolu du gouvernement et de la démocratie.

Le gouvernement fut accusé de trahison, perdit les élections législatives d'octobre 1987 et à partir de là sombra dans l'abîme de la crise économique. Le sujet des Droits de l'Homme disparut de l'agenda gouvernemental avec les grâces accordées par Menem, qui tenta d'oublier et d'enterrer le passé avec une batterie de réformes néolibérales et se rapprocha des Etats-Unis.

Quelques années plus tard, dans le contexte des années 1994-1996 va se produire un « réchauffement mémoriel » qui commence avec les aveux d'Adolfo Scilingo à la télévision et dans un livre, *El vuelo* (le vol) où il raconte au journaliste Horacio Verbitsky comment les Forces Armées jetaient vivants dans la mer les prisonniers (séquestrés illégalement)¹⁷.

Grande émotion : aveux partiels. Le Commandant en Chef des Forces Armées le Général Martín Balza, tente une autocritique. Cette même année se crée HIJOS (Hijos por la Justicia, contra el Olvido y el Silencio¹⁸) et peu de temps après se déroule un rassemblement de masse à la suite de la commémoration du 20^e anniversaire du Coup d'État, le 26 mars 1996.

« La mémoire des militants » émerge alors avec force des catacombes : le souvenir d'une génération idéaliste et généreuse qui avait lutté avec abnégation pour changer la société. Ils ne pouvaient plus se taire : malgré les erreurs commises, l'heure de revendiquer leurs nobles objectifs avait sonné. Parce que, finalement, leur généreux sacrifice avait été anéanti par le Terrorisme d'État.

Cette quatrième mémoire est une sorte d'autocélébration de ce que fut la lutte d'une génération pour conquérir une société meilleure par la révolution et la marche vers le socialisme, avec des titres comme *La Voluntad* (*La Volonté*, de Martín Caparrós et Eduardo Anguita), *Cazadores de Utopías* (, 1997), le film de David Blaustein où les militants Montoneros se souviennent avec émotion et fierté (sans la moindre autocritique) du pourquoi ils avaient lutté. Ou bien *Montoneros, une Histoire*, le documentaire d'Andrés Di

CRENZEL, E., *La Historia política del Nunca Más. La memoria de las desapariciones en la Argentina*. 2008, Buenos Aires, Siglo XXI ; FELD, C. *Del estrado ala pantalla: Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*. 2002, Madrid, Siglo XXI ; FERNÁNDEZ MEIJIDE, G. *La Historia íntima de los derechos humanos en la Argentina (a Pablo)*. 2009, Buenos Aires, Sudamericana ; MONCALVILLO, M, A. FERNÁNDEZ y M. MARTÍN (1985), *Juicio a la impunidad*. Buenos Aires, Tras ; NOVARO, M., "Formación, desarrollo y declive del consenso alfonsinista sobre derechos humanos", en R. GARGARELLA, M.V. MURILLO y M. PECHENY (comps.), *Discutir Alfonsín*. 2010, Buenos Aires, Siglo XXI, p. 41-65 ; VEZZETTI, H. *Pasado y Presente. Guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*. 2002, Buenos Aires, Siglo XXI.

¹⁴ Titre français, *La nuit des crayons* (ndlr)

¹⁵ La loi 23 456 du Point final (*Punto final*) est une loi argentine promulguée le 24 décembre 1986, sous la présidence de Raúl Alfonsín (UCR), qui interdisait les poursuites au pénal contre les crimes commis lors de la dictature argentine pour toute plainte dépassant le délai de prescription de 60 jours fixé à compter de la promulgation de la loi (article 1). (Ndlr).

¹⁶ La *ley de Obediencia Debida* ou loi n° 23.521 (en français, « loi de l'Obéissance due ») est une loi portant sur la dictature militaire argentine, promulguée en Argentine le 4 juin 1987 sous le gouvernement de Raúl Alfonsín, et abrogée en 2003. (Ndlr).

¹⁷ VERBITSKY, H. *El vuelo*. 1995, Buenos Aires, Sudamericana, p.12.

¹⁸ Enfants pour la Justice, contre l'Oubli et le Silence, (ndlr)

Tella sur Ana Testa, ancienne militante des Montoneros, séquestrée dans la ESMA¹⁹ et survivante de ce centre de détention.

A partir de ce moment les événements s'accroissent : les procès à Madrid contre Pinochet (à l'initiative de Joan Garcés, avocat valencien et ancien collaborateur de Salvador Allende) et contre les militaires argentins voient apparaître de nouveaux acteurs. Parallèlement, d'autres mémoires éparses commencent à prendre forme : celles de l'exil. A l'occasion de l'initiative judiciaire de Madrid et de l'arrestation de Pinochet à Londres, Carlos Slepoy devient le visage des anciens exilés à Madrid²⁰.

Et, à partir de 2002, avec le 20^e anniversaire, la mémoire de la Guerre des Malouines autour de la figure des anciens combattants – les jeunes soldats de la guerre, les héros des Malouines – commence à trouver sa place dans l'espace public²¹.

Après la très grave crise des années 2001-2003, et à partir de là commence à se faire jour une nouvelle « Mémoire officielle » construite par l'État sous les gouvernements de Nestor Kirchner et Cristina Fernández.

C'est une sorte de « Nouvelle Mémoire d'État » institutionnalisée par le « kirchnérisme » en fondant les mémoires des Droits de l'Homme et des militants des années 70. Tout cela assumé par l'État (c'est-à-dire en menant des politiques de la Mémoire avec ces contenus)²².

Il s'agirait d'une mémoire qui ne s'attarde pas sur le Procès des Juntes de 1985 et qui se concentre sur la dénonciation de l'impunité instaurée par les Lois de *Punto Final* et (sans le faire avec autant de vigueur pour les grâces accordées par Menem aux dictateurs). Et il s'auto-légitime par le fait d'avoir reçu les Mères de la Place de Mai (aucun gouvernement ne l'avait fait auparavant) et de les convertir en bannière et en exemple pour la société ; il convertit l'ESMA en Musée de la Mémoire ; il invalide les Lois de *Punto Final* et ; il annule les grâces accordées ; il impulse la reprise des procès contre les militaires, discute des réparations financières pour les anciens exilés (bon nombre d'entre eux entrent au gouvernement à des postes importants).

Cette nouvelle Mémoire Officielle trouve des difficultés à reprendre la revendication des Malouines sans reproduire en écho le discours de la Dictature : elle oublie ou minimise les circonstances de la guerre (par exemple l'appui que la population apporta à l'aventure militaire) ; elle ignore la situation et l'opinion des *kelpers*²³ ; elle reproduit une conception souverainiste et territorialiste qui était l'un des signes d'identité de la dictature ; elle tente d'imposer le silence à ceux qui portent d'autres points de vue sur « la question des Malouines », par exemple Vicente Palermo et le groupe des dix sept intellectuels²⁴.

¹⁹ ESMA, Ecole supérieure de Mécanique de la Marine (ndlr)

²⁰ ANGUIA, E. *Sano Juicio. Baltasar garzón, algunos sobrevivientes y la lucha contra la impunidad en Latinoamérica.*, 2002, Buenos Aires Sudamericana ; MAS, F. *De Nuremberg a Madrid. Historia íntima de un juicio.* 1999, Buenos Aires, Grijalbo. Ces quinze dernières années une littérature fournie sur les exilés est apparue : JENSEN, S. *La huida del horror no fue olvido. El exilio político argentino en Cataluña (1976-1983).* 1998, Barcelona, Bosch-COSOFAM. C'est là une oeuvre pionnière et paradigmatique sur ce sujet.

²¹ Lire en particulier : LORENZ, F. *Las guerras por Malvinas.* 2006, Buenos Aires, Edhasa ; GUBER, R. *¿Por qué Malvinas? De la causa nacional a la guerra absurda.* 2001, Buenos Aires, FCE ; ROZITCHNER, L. *Malvinas: de la guerra sucia a la guerra limpia. El punto ciego de la crítica política.* 2005, Buenos Aires, Losada ; SPERANZA, G. F. CITTADINI *Partes de Guerra. Malvinas* 1982. 2005, Buenos Aires, Edhasa ; CASO ROSENDI, G. *Soldados.* Buenos Aires, Ministerio de Educación ; *Pensar Malvinas. Una selección de fuentes documentales, testimoniales, ficcionales y fotográficas para trabajar en el aula.* 2009, Buenos Aires, Ministerio de Educación ; ESTEBAN, E. *Illuminados por el fuego. Confesiones de un soldado que combatió en Malvinas.* 2012, Buenos Aires, Biblos.

²² SOLÍS DELGADILLO, M. (2012), *Memoria democrática y olvido político: la gestión gubernamental de la políticas de memoria en Chile y Argentina.* Salamanca, thèse de Doctorat inédite.

²³ *Kelpers*, nom donné aux habitants des Malouines. Il a souvent une connotation péjorative (Ndlr).

²⁴ Ces points de vue et les débats qu'ils ont suscités peuvent être suivis à travers la presse. Lire, par exemple : LORENZ, Federico, "Se habla de Malvinas al estilo Billiken", *Página/12*, 19 juin. 2011 ; VEIGA, Gustavo, "El héroe que resultó desertor", *Página/12*, 10 juil. 2011 ; LORENZ, Federico, "Malvinas todavía necesita Memoria,

En définitive, malgré l'énorme effort mémoriel et la circulation de si nombreuses mémoires, la très grande majorité s'accorde sur la condamnation de ce qu'a été et représenté la dictature. Comment expliquer le retour d'un climat politique et social si crispé et tendu, qui semble toujours faire référence à des comptes non réglés en relation avec le passé dictatorial ?

La controverse autour de la Ley de Medios²⁵, les accusations sur la vente de l'entreprise de papeterie Papel-Prensa pendant le Proceso, les dénonciations contre l'ancien procureur Strassera qui avait fait preuve de courage dans le Procès contre les Juntas), accusé d'avoir collaboré avec la dictature, l'affrontement violent entre le gouvernement et le groupe de presse « Clarín », amplifié par l'affaire des enfants d'Ernestina Herrera de Noble (propriétaire du groupe multimédia), soupçonnée de s'être appropriée des enfants de disparus ; la « ley del campo » qui paraissait rééditer l'antagonisme « oligarchie des éleveurs de bétail contre le peuple » ; le scandale de corruption de la Fondation des Mères de la Place de Mai, qui associait Hebe de Bonafini à Sergio Schoklender (un jeune homme qui avait assassiné ses parents à l'époque de la dictature ; lesquels parents étaient liés à celle-ci par un certain nombre d'affaires) ; finalement, l'offensive discursive et souverainiste sur les Malouines, dont la musique rappelait les arguments militaires de 1982.

Comment expliquer un tel degré de polarisation ?²⁶

Sur ce point nous reprenons et refermons l'hypothèse formulée au début : le sens des mémoires de la dictature ne répondrait pas exclusivement à des expériences, des choses vécues ou des événements dérivés exclusivement de la dictature, mais qu'elles se rapportent à des cadres plus larges, incluant des univers d'idées, d'idéologies et de mentalités. Ces cadres de référence seraient préexistants à la dictature et nous pourrions dire que c'était deux cadres et demi. Nous pouvons distinguer deux grandes traditions bien établies avant le coup d'État de 1976, pour interpréter l'histoire argentine :

– La tradition d'imaginaires-pratiques-identités que nous pourrions appeler libérale-occidentaliste.

– La tradition d'imaginaires national-populaire/populiste.

Il existait également une troisième tradition de moindre importance, qui a toujours été plus petite mais qui a existé et qui a fini de façon résiduelle, beaucoup moins visible et influente, mais que l'on ne peut ignorer : la tradition dérivée de l'orthodoxie de la gauche internationale (inspirée des idées marxistes) mais acclimatée de façon incomplète à la réalité argentine.

Verdad y Justicia”, *Clarín*, 28 sept. 2011 ; LORENZ, Federico, “Malvinas, el revisionismo y el rubor de Laura”, *Página/12*, 9 déc. 2011 ; PALERMO, Vicente, “La estrategia de la ambigüedad”, *La Nación*, 30 jan. 2012 ; TOKATLIAN, Gabriel, “El valor de una capacidad disuasiva”, *Clarín*, 2 fév. 2012 ; ROMERO, Luis A., “Dos miradas sobre un conflicto que sigue perturbando a los argentinos ¿Son realmente nuestras las Malvinas?”, *La Nación*, 14 fév. 2012 ; PALERMO, Vicente, “Malvinas, un laberinto político”, *La Nación*, 16 fév. 2012 ; MENEM, Eduardo, “Las Malvinas son nuestras”, *La Nación*, 17 fév. 2012 ; “Una visión alternativa sobre la causa de Malvinas”, *La Nación*, 23 fév. 2012 ; STORANI, Federico, “Improvisar menos con las Malvinas”, *Página/12*, 23 fév. 2012 ; O’DONNELL, Pacho, “Agentes de la Colonia”, *Clarín*, 23 fév. 2012 ; LORENZ, Federico, “Simplificaciones Malvineras”, *Clarín*, 5 mar. 2012 ; ROMERO, Luis A., “Conmemorar Malvinas, sí; pero hacerlo el 14 de junio”, *La Nación*, 22 mar. 2012 ; CARLIN, John, “Thatcher, libertadora argentina”, *El País*, 1 avr. 2012 ; HERREN, Gustavo, “Argentina renunció a la fuerza militar disuasiva para recuperar Malvinas y el espacio austral ; Gran Bretaña y Estados Unidos, no”, *Argenpress*, 2 avr. 2012 ; GOÑI, Uki, “Argentinian president attacks UK refusal to negotiate on Falklands”, *The Guardian*, 2 avr. 2012 ; PALERMO, Vicente, “Cuánto de cortina de humo tiene Malvinas”, *Clarín*, 7 avr. 2012.

²⁵ Loi destinée à réglementer les médias argentins (Ndlr).

²⁶ Sur le fond de ce que nous exposerons, il ne faut pas sous-estimer les caractéristiques personnelles de la Présidente Cristina Fernández de Kirchner : être une femme et évoquer à maintes reprises la figure d’Eva Perón ont sans doute fait plus qu’éloigner une partie de la société. Mais ceci m’importe moins.

Les conclusions – en relation avec les luttes pour la mémoire de la dictature (dans un consensus apparent) et le réchauffement de l'affrontement politique dans l'Argentine de Kirchner – seraient les suivantes :

1- Malgré la coupure que l'on assigne à la dictature dans l'Histoire argentine, aucune des deux mémoires du Processus n'a brisé ces deux cadres antagoniques qui rendaient compte de l'histoire du pays, et qui étaient bien installés avant 1976.

2- Une explication de ce qui vient d'être dit est que la dictature militaire (1976-1983), contre sa propre rhétorique de refondation de la République, dans une direction anti-péroniste et anti-populaire, pour ainsi dire anti-étatique, et dans une direction pro-occidentale, pro-institutionnelle et pro-légaliste, a mélangé de façon désordonnée des éléments propres aux deux traditions : elle fut un hybride, un fouillis de prétentions occidentalistes combinées à des motifs populaires-nationalistes (l'exaltation des succès sportifs, avec au centre le « ser nacional », la défense agressive de la souveraineté, les conflits avec le Chili, le Paraguay, le Brésil et la Guerre des Malouines...

3- Lors du retour de la démocratie, Alfonsín chercha à inventer une tradition politique susceptible de surmonter ce passé polarisateur. L'échec de ce projet a été non seulement celui de la formation politique que dirigeait Alfonsín mais celui de toute la société. Ce fut l'expression d'un passage incomplet vers la démocratie, qu'a incarné le triomphe posthume des projets de la dictature pendant la décennie du gouvernement de Menem.

Pour conclure, nous pourrions dire que ce qui est surprenant dans l'Argentine actuelle c'est que trente ans après le retour des militaires dans leurs casernes, la démocratie est totalement consolidée si nous la pensons en termes de menace militaire (aujourd'hui même il est totalement impensable d'imaginer l'irruption d'un gouvernement militaire). Il y a une mémoire « dense » – comme un grand nuage noir – qui protège comme un parapluie ou un pare-chocs contre toute tentation militariste. Toutefois, quand nous décomposons cette mémoire « dense » (quand nous scrutons ce nuage noir) nous trouvons un champ fragmenté, composé d'une myriade d'acteurs qui poursuivent leurs batailles, réaffirment leurs positions, construisent un « nous » qui fait peu de cas « des autres », et qui font obstacle à la cristallisation d'un récit de ce passé traumatique plus ou moins partagé, plus ou moins vérifiable.

Il n'est guère facile de relier cela à la santé de la démocratie, de ses institutions, de ses valeurs et de son esprit. Mais il y a quelque chose qui ne colle pas, qui ne fonctionne pas de façon satisfaisant et qui renvoie à des styles, des pratiques qui semblent remonter vers un temps passé, qui n'a visiblement pas été dépassé.

Il est probable que dans l'Argentine actuelle, la démocratie attend encore la légitimation qui émane autant du fonctionnement bien policé, des institutions que de l'engagement (ferveur ?) citoyen qui lui insuffle son esprit.